

Existe-t-il un populisme de droite en Allemagne ?

Tendance européenne et spécificités de l'Allemagne

Gerd Wiegel

Spécialiste de l'extrême droite et de l'antifascisme pour die Linke

La vague de succès électoraux de la droite populiste continue à balayer l'Europe : la Scandinavie est maintenant complètement constellée de partis de ce type. En Autriche, en Italie, aux Pays-Bas, en Belgique et en France, pour ne citer qu'eux, dans tous ces pays, des partis de droite populiste ont remporté des succès. Mais il y a une exception notable : en Allemagne, on ne constate actuellement la réussite d'aucun parti extrémiste de droite auquel on puisse appliquer l'étiquette de populiste de droite. Cela pourrait bientôt changer, comme on peut le voir actuellement dans toutes les enquêtes et les études concernant les comportements de la population. Il n'existe aujourd'hui aucune formation en vue qu'on puisse imaginer remportant des résultats comparables à ceux du parti de Wilders aux Pays-Bas ou du Parti de la liberté (FPÖ) en Autriche, mais il y a au moins deux groupements – le parti « Liberté » et le mouvement « PRO-Allemagne » – qui veulent toucher les prébendes des succès du populisme de droite européen. Comment expliquer cette particularité allemande, et quelles sont les potentialités ? Ces questions seront abordées ci-dessous, mais nous allons d'abord jeter un rapide regard sur le succès du populisme de droite et les formes qu'il revêt.

Les caractéristiques du populisme de droite

Ce qui est nouveau dans les partis de droite populiste actuels, c'est leur style politique. Bien qu'ils s'appuient sur de nombreux éléments idéologiques d'extrême droite autant que les sujets le permettent, ils évitent les bouffonneries éculées des partis néofascistes et se dissocient de tout ce qui ressemble à

une glorification du nazisme. Et surtout, au cours des années 1990, certains partis ont réussi à incorporer dans leurs plates-formes des éléments populaires du néolibéralisme, se rendant ainsi assez respectables pour entrer dans des coalitions avec des partis conservateurs ou libéraux. Les partis de la droite extrême et populiste qui ont remporté des succès ont également réussi à se présenter comme en dehors du monde traditionnel de la politique, bénéficiant ainsi de la méfiance générale à l'égard des grands partis. À l'aube du XXI^e siècle et avec le retour des questions sociales dans l'arène politique, la flexibilité idéologique de ces groupements est apparue clairement. Ils se sont montrés capables d'intégrer les questions sociales à leurs politiques—dans certains cas, sans pour autant abandonner leurs positions néolibérales. Cette articulation de positions hétérogènes, voire contradictoires, a été un succès grâce au racisme caractéristique de tous ces partis, qui apparaît aujourd'hui principalement sous la forme de l'anti-islamisme.

Le populisme, en tant que concept, renvoie à la masse de la population dont il prétend exprimer les désirs, les aspirations et les besoins. Les thèses populistes présupposent une confrontation ami-ennemi, séparant les divers champs des problèmes politiques en bons et mauvais, pour et contre. Le populisme se caractérise également par une nette distinction entre «ceux qui sont en bas»—les dominés—et «ceux qui sont en haut»—les dirigeants. Cette distinction permet de se considérer comme un simple objet de la politique et de voir le parti populiste ou le mouvement comme représentant des intérêts des petites gens contre «ceux qui sont en haut».

Un mélange spécifique d'arguments individualistes et collectifs caractérise également le populisme. Des personnalités charismatiques et des identités collectives (nation, peuple, et «race») se complètent. Enfin, l'agitation populiste attise les angoisses et les idées irrationnelles et est elle-même profondément anti-intellectuelle. Pour le populisme de droite, ces formes d'agitation politiques sont utilisées de diverses façons. La confrontation ami-ennemi et la confrontation «nous» et «eux» peuvent être utilisées à des fins très différentes. Dans la culture extrémiste de droite traditionnelle, nous trouvons des fragments de la population inclus et exclus en fonction de critères racistes. La nation homogène, définie racialement/ethniquement se distingue de ceux qui n'en font pas partie, les étrangers et les autres. On peut compléter cette conception raciste traditionnelle par une idée qui met davantage l'accent sur le critère de performance néolibérale en dénonçant les «pique-assiette», les «paresseux» et les perdants de la société, qui sont désignés comme n'en faisant pas partie. Les deux conceptions concernent tous les partis de droite populiste.

L'Allemagne, un cas particulier ?

De nos jours, le parti d'extrême droite allemande qui remporte le plus de succès est toujours le Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD)—un parti

antisystème, aux penchants fascistes, de l'«ancienne» droite, orienté vers le modèle nazi. Mais on peut avancer l'hypothèse que ce type de parti n'a aucune possibilité réelle d'accéder au pouvoir dans un avenir proche. La seule option offerte à l'extrême droite est de se saisir des tendances de la droite populiste et de convertir le potentiel existant en votes pour son propre programme politique. Les «conditions allemandes», série d'analyses d'Heitmeyer, et d'autres publications des neuf dernières années, les études de Decker/Brähler sur les comportements d'extrême droite dans la population allemande, et la dernière enquête *Forsa* commandée par l'hebdomadaire *Freitag*, ont à plusieurs reprises confirmé l'existence d'un tel potentiel. Ceux que ces données n'arrivent pas à convaincre peuvent trouver dans le *débat Sarrazin* comment les lieux communs clés du populisme de droite sont également hégémoniques en Allemagne.

Dans le *débat Sarrazin*, on retrouve tous les éléments de fond et de forme du populisme de droite qui remporte des succès : une idéologie claire d'inégalité et d'exclusion, dirigée autant contre les minorités définies sur le plan ethnique et biologique que contre ceux qui ne parviennent pas à se hausser à la hauteur des exigences de la société capitaliste ; la demande d'une politique cohérente pour empêcher toute nouvelle immigration de gens définis comme culturellement étrangers, indépendamment de leurs droits reconnus ; une attitude agressive à l'égard des populations issues de pays islamiques ; l'émergence d'un ressentiment croissant contre certaines parties de la population tenues pour responsables des crises sociales existantes et, enfin, un rejet général de la politique établie en le combinant avec l'adoption d'une position extérieure au système.

Ce qui est à la fois remarquable et troublant dans le *débat Sarrazin* c'est qu'il trouve également un fort écho positif parmi les élites politiques, ce qui renforce son idéologie d'inégalité et d'exclusion. Le soutien de Peter Sloterdijk à ceux qui sont «performants» dans la société et les analyses Gunnar Heinsohn sur la reproduction de la pauvreté en raison d'une reproduction supérieure à la moyenne des couches les plus pauvres de la population—ce qui nécessite de prendre des décisions—s'intègrent très étroitement avec les thèses popularisées par Sarrazin. Cet alliage est clair. Destiné notamment au succès du livre de Sarrazin, il n'est pas sans écho positif dans la classe politique. Le racisme biologique («gène juif», etc.) utilisé par Sarrazin a initialement conduit de nombreux responsables politiques à garder leurs distances, mais une deuxième vague de réactions «oui, mais» a suivi, affirmant que, au moins, le diagnostic de Sarrazin était juste et qu'il fallait agir sur le plan politique contre l'augmentation de l'immigration de certains groupes (musulmans).

Avec une vitesse vertigineuse, il y a eu disparition du consensus laborieusement établi selon lequel l'Allemagne était un pays d'immigration (Seehofer) ; affirmation de l'échec de la société multiculturelle (Merkel) ; demande de

sanctions plus sévères contre ceux qu'on juge (sans preuves) peu intégrés (Gabriel); et affirmation claire qu'existe un racisme antiallemand de la part des immigrés (Kristina Schröder). Ce genre de débat ne peut que renforcer les préjugés, l'envie d'exclure, et la stigmatisation de certaines parties de la population, confirmant ainsi les thèses du populisme de droite.

L'étude *Forsa* publiée dans l'hebdomadaire *Freitag* (13 mai 2011) montrant le degré d'accord ou de désaccord avec les propositions clés du populisme de droite est une autre preuve que de tels débats influencent et déterminent les états d'esprit : 38% des *interviewés* sont totalement ou partiellement d'accord avec la proposition «l'islam est incompatible avec notre mode de vie occidental et il est une menace pour nos valeurs» et 49% partagent totalement ou partiellement l'idée qu'«il faut réduire de façon importante l'immigration vers l'Allemagne». Sur la question de l'UE, le second sujet qui conduit, après l'anti-islamisme, au vote pour le populisme de droite, 70% sont d'accord totalement ou partiellement avec l'idée que «tout bien considéré, l'Allemagne donne trop d'argent à l'Europe» tandis que 30% partagent totalement ou partiellement l'idée que «nous avons besoin d'une Allemagne indépendante, sans l'euro et sans aucune ingérence politique de l'Union européenne».

Si l'on examine la répartition des résultats par rapport à la préférence partisane des *interviewés*, il apparaît clairement qu'une proportion des électeurs de *Die Linke*, supérieure à la moyenne des électeurs, approuve ces propositions. Cela montre la base sociale hétérogène des comportements d'extrême droite populiste. Alors que les véritables perdants de la mondialisation sont sensibles aux slogans racistes et nationalistes, ce sont les classes moyennes potentiellement menacées par le déclin qui viennent grossir les rangs du populisme de droite dans de nombreux pays européens. Les sociologues appellent cela la «privation subjective». En 2010, lors des élections régionales en Italie, la Ligue du Nord a réalisé une percée dans les bastions de la classe ouvrière du Nord, tandis qu'en Autriche, depuis 1999 déjà, le FPÖ est devenu le premier parti de la classe ouvrière—deux signaux d'alarme sérieux pour la gauche. Les enquêtes d'opinions sur les questions d'actualité montrent que l'Allemagne a un aussi grand potentiel d'attitudes d'extrême droite que de nombreux autres pays européens. Mais ce qui lui manque, c'est un projet de parti abouti pour transformer ces attitudes en succès électoraux.

Les projets de partis populistes de droite en Allemagne

En Allemagne, il existe aujourd'hui deux groupements qui tentent de tirer profit des succès du populisme de droite européen : le mouvement «Pro Allemagne», avec ses nombreuses ramifications régionales, et le parti «Liberté» fondé par l'ancien député CDU de Berlin, René Stadtkewitz. Alors que le mouvement «Pro», à partir de son histoire et de ses cadres, provient

clairement du spectre d'extrême droite, «Liberté» appartient davantage à la marge droite de la CDU. Stadtkewitz a quitté la CDU, après l'invitation à Berlin très controversée du populiste de droite néerlandais Geert Wilders. Le racisme antimusulman est le thème majeur de ces deux partis et, en ce qui concerne l'Allemagne, le *débat Sarrazin* a indubitablement confirmé clairement cette orientation, bien qu'aucun des deux groupes n'ait su en tirer beaucoup de bénéfice politique jusqu'à présent. Au moment des élections de Berlin en septembre 2011, nous verrons si l'un des deux groupes présente l'étoffe d'un partenaire sérieux à l'extrême droite. Jusqu'ici, malgré l'approbation mentionnée ci-dessus concernant les sujets d'extrême droite, cela semble peu probable, ce qui est vraisemblablement dû à l'absence de personnalités politiques exerçant une *leadership* au sein du populisme de droite en Allemagne¹.

Wilders, Bossi, Le Pen, Haider—principaux chefs de partis de droite populiste qui ont remporté des succès—sont au moins pour les adhérents—des *leader* charismatiques qui rassemblent les différents courants hétérogènes et donnent au parti un visage et une voix. En Allemagne, il n'y a pas de grande figure d'extrême droite comme ailleurs. C'est pourquoi, les spéculations sur le succès du populisme de droite en Allemagne sont associées à des noms tels que Thilo Sarrazin, Friedrich Merz, Roland Koch, ou même Eva Hermann. En Allemagne, un *leader* politique dépourvu de tout lien avec la tentative de relativiser le nazisme ou toute sorte d'antisémitisme est un prérequis pour le succès d'un projet d'extrême droite. C'est encore la mémoire du passé nazi qui se dresse en barrière infranchissable sur le chemin de tout groupement qui peut être désigné comme ayant une attitude ambiguë par rapport au nazisme, sans parler de le glorifier. Plus que dans d'autres pays européens, le passé nazi en Allemagne est encore un obstacle aux succès électoraux de l'extrême droite. Pour cette raison—qui, dans une moindre mesure, s'applique également aux autres pays européens—, la droite populiste s'efforce de maintenir une distance nette par rapport à tous les groupements néonazis. Ainsi certains de ces partis ont pris fait et cause pour Israël—ce qui complète leur racisme antimusulman. Cela s'est traduit, en décembre 2010 lors d'une visite conjointe en Israël, dans ce qu'on appelle la «Déclaration de Jérusalem», signée par les représentants du FPÖ, le Vlaams Belang, les Démocrates de Suède et le parti allemand «Liberté».

Mis à part le passé nazi et la fragmentation traditionnelle de l'extrême droite en Allemagne, les conditions administratives pour la création d'un nouveau parti en Allemagne sont également complexes. La loi exige non seulement une structure de parti centralisée, fédérale, mais aussi des organisations dans tous les États fédéraux. Le parti de Schill, qui a remporté un grand succès à Hambourg, s'est immédiatement écroulé lorsqu'il a essayé de s'étendre ailleurs et il est peu probable que le mouvement «Pro» fasse mieux à Cologne ou en Nord-Westphalie. Mais on doit aussi imaginer qu'un éventuel succès

spectaculaire d'un groupement populiste de droite dans un avenir proche pourrait déclencher une dynamique ouvrant la voie à un tel parti, y compris en Allemagne. La question reste : que peut et doit faire la gauche pour empêcher ce succès ?

La tâche de la gauche

Si nous regardons à nouveau l'enquête *Forsa* publiée dans *Freitag* et le taux d'approbation des propositions parmi les partisans de *Die Linke*, il est clair que les électeurs de gauche ne présentent pas seulement des taux d'approbation supérieurs à la moyenne mais qu'ils ont aussi les scores les plus élevés en ce qui concerne la demande d'une réduction de l'immigration (61 %) et la désillusion par rapport à l'UE (57 %). Les études de Decker/Brähler aboutissent à la même conclusion. Si on examine aussi la composition sociale de l'électorat de certains partis populistes de droite en Europe, on peut facilement conclure que *Die Linke* peut être en concurrence directe avec le populisme de droite pour une partie de sa base électorale. Cela rend d'autant plus important le fait que *Die Linke*, à qui certains électeurs attribuent encore le même statut d'*outsider* politique que celui dont se réclame le populisme de droite, prenne des positions claires concernant les questions clés de l'anti-islame et de l'opposition à l'UE. Il lui faut faire plus d'efforts pour présenter la question de l'immigration comme une question de démocratie et de participation sociale afin de contrer la concurrence mortifère entre les dominés. Et la critique d'une UE qui s'incline devant les intérêts du capital doit se faire dans une perspective européenne, sans renoncer à l'Europe et donc à l'idée supranationale. Une des tâches de la gauche est d'empêcher le succès du populisme de droite en Allemagne.

Note

1) Lors de ces élections, le NPD a recueilli 2,1 % des voix, Pro-Deutschland 1,2 % et Liberté 1,0 %.